

Au Royaume-Uni, des libraires furieux contre Amazon

C'est peu dire que les libraires d'outre-Manche sont fâchés. Le système fiscal qui leur est appliqué est « *profondément injuste* », assure Giles Clifton, responsable des affaires commerciales de l'Association des libraires britanniques, qui n'a pas mâché pas ses mots dans le *Guardian* du 11 août. La moutarde lui est montée au nez après la publication, le 10 août, du montant des impôts payés par Amazon UK Services, la filiale britannique du géant américain de l'e-commerce. Ils ont fondu de moitié, passant de 15,8 millions de livres sterling (17,3 millions d'euros) en 2015 à 7,4 millions en 2016, alors que le chiffre d'affaires était en hausse de 54 %, à 1,46 milliard de livres.

« *Cela nous oblige à concurrencer Amazon avec une main attachée dans le dos* », affirme M. Clifton. Le système fiscal mis en place en avril pénalise lourdement les 867 librairies britanniques indépendantes. Déjà la tendance n'était pas favorable, puisqu'on en comptait deux fois plus en 2016. Le représentant de ces boutiques en dur estime qu'elles sont infiniment plus taxées que les opérateurs de vente en ligne de livres et demande l'arrêt de ce matraquage fiscal.

Le *Guardian* fait sien ce combat et assure que le magasin de la chaîne de librairies Waterstones à Bedford (Bedfordshire, dans le centre de l'Angleterre) paie, par exemple, aujourd'hui, « *dix-sept fois plus d'impôts par mètre carré que le centre de distribution d'Amazon, situé juste à côté* ». Le quotidien britannique redoute que cet accroissement des impôts oblige, à court terme, les libraires indépendants des centres-villes à écrire le dernier chapitre de leur histoire...

L'ONG Oxfam est déjà venue à la rescousse des libraires britanniques, en demandant au gouvernement de s'assurer que les multinationales comme Amazon paient des impôts plus justes. Les mécanismes d'optimisation fiscale – un sport brillamment pratiqué par les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) – sont d'ailleurs de plus en plus décriés au niveau européen. Une proposition soutenue par Paris et Berlin, présentée lors du conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet, pourrait, dans le meilleur des cas, préfigurer l'élaboration, en décembre, d'une directive européenne sur la taxation des géants du numérique.

Les attaques de Donald Trump contre Amazon n'y font rien non plus. Le président des Etats-Unis a encore taclé le groupe de Jeff Bezos dans un Tweet, mercredi 16 août, en l'accusant de « *causer beaucoup de tort aux petits commerçants qui paient des impôts* ». Le titre a chuté de 1,2 %, avant de se reprendre dans la journée. Amazon joue sur du velours. Un porte-parole a assuré, mercredi, au magazine *Business Insider* : « *Nous payons tous les impôts exigés au Royaume-Uni et dans tous les pays où nous sommes présents. Les impôts sur les sociétés sont basés sur les profits et non pas sur le chiffre d'affaires. [Or] nos bénéfices sont bas (...), en raison de nos lourds investissements.* » Ce qui permet à Amazon d'augmenter, jour après jour, sa part de marché dans le monde entier. ■

NICOLE VULSER